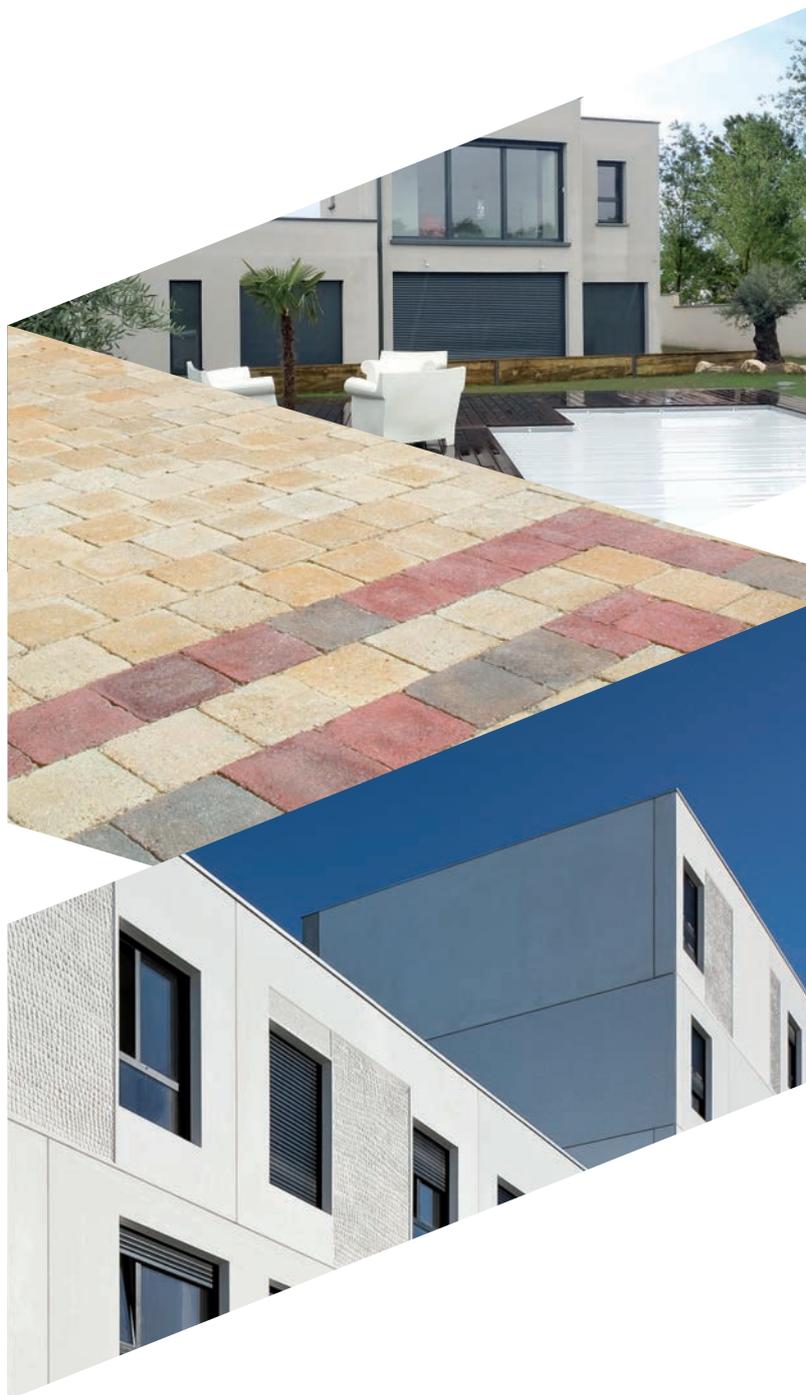




ÉCONOMIE ET GESTION

2021



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Économie & Gestion 2021, FIB /Xerfi Spécific

MARCHÉ TOTAL DES PRODUITS EN BÉTON

Le marché total des produits en béton est constitué des données “produits” enquêtées, **extrapolées**, au prorata de la représentativité de chaque produit.

Le périmètre “marché total” s’applique sur les sous-parties :

- Données générales (2.1)
- Structure des ventes (2.2)

Les informations contenues dans ces sous-parties permettent d’obtenir aussi une évaluation du poids de notre industrie.

MARCHÉ ENQUÊTÉ des produits en béton

Le marché enquêté représente 79 % du marché total pour l’année 2021, soit 2,44 milliards d’euros. Le chiffre d’affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 86 % des données collectées, soit 2,1 milliards d’euros.

Les informations contenues dans les sous-parties :

- Évolution des produits en béton (2.3)
- Structure de l’Industrie (2.4)
- Détail des résultats nationaux (2.5)
- Démographie et structure des industries du béton (3) reprennent, quant à elles, les totaux issus des données collectées par l’enquête annuelle.

REPRÉSENTATIVITÉ PAR FAMILLES DE PRODUITS

La colonne “Représentativité en quantité” mentionnée dans les pages 19 et 20 correspond au calcul des données collectées, par familles de produits, en 2021 comparées aux données collectées en 2020 (dernière étude globale de marché), incluant l’évolution du marché 2021 vs 2020.

PRÉCISION SUR LES PRODUITS “PAVÉS”

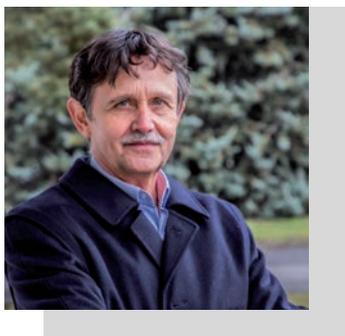
Dans le “détail des résultats nationaux”, la rubrique 6500 “Pavés (hors pavés drainants, pavés à écarteurs et dalles gazon)” - page 20 - reprend le total des données collectées par l’enquête annuelle. Seule une partie des répondants a fourni des résultats selon l’épaisseur (< 6 cm / > 6 cm) dont les données sont reprises dans les sous-rubriques 6510 et 6520, ce qui explique que la somme du détail (6510 + 6520) ne correspond pas à l’ensemble des pavés.

RAPPEL MÉTHODOLOGIQUE

Pour que les résultats affichés reflètent la totalité du marché (3,09 milliards d’euros), les données collectées (2,44 milliards d’euros) ont été réévaluées en appliquant l’évolution constatée chez les répondants aux enquêtes 2021 par rapport à 2020 (+10,3 %). Rappelons que le chiffre d’affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 86 % des données collectées, soit 2,1 milliards d’euros.

ÉDITORIAL

Économie et gestion 2021



Bertrand BEDEL
président de la FIB

2021, l'année du rebond sans effacer totalement les effets de la crise

En 2021, l'économie française a connu une croissance de +7,0 %, après une chute de -7,9 % en 2020, conséquence de la crise sanitaire.

L'investissement enregistre la plus forte progression sur un an, à +11,5 % (après -8,9 % en 2020), dont respectivement +12,1 %, +15,6 % et +4,8 % pour les entreprises non financières, les ménages, et les administrations publiques.

Quant aux dépenses de consommation des ménages, elles augmentent de +4,7 %. Le taux d'épargne des français est resté élevé, à plus de 18 % du revenu disponible en 2021 (contre 21,3 % en 2020) et le secteur privé a créé 677 000 emplois.

Dans un tel contexte, notre industrie a profité du rebond post-crise sanitaire. Comme chaque année, notre brochure Économie & Gestion dresse l'état de la situation de l'année précédente de notre secteur industriel. L'année 2021 affiche des résultats positifs, mais l'attention de tous les dirigeants d'entreprise à ce jour se porte sur 2023, en raison des conséquences de la crise russo-ukrainienne survenue en février 2022.

Dans les lignes suivantes, nous nous attacherons à tirer les principaux enseignements de l'année 2021 et nous nous projeterons sur l'année en cours et la suivante, avec toutes leurs incertitudes.

Les informations remontées par les répondants à l'enquête annuelle confirment le rebond de la reprise, en valeur et en volume, pour l'année 2021 par rapport à 2020, respectivement de **+ 10,3 %, et + 6,7 %**. Ces résultats doivent être analysés globalement au regard des niveaux d'activités relevés dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, pour lesquels on relève un léger décalage.

En effet, pour le secteur du Bâtiment, après la chute historique d'activité de -15 % en 2020, **le bâtiment a rebondi, hors effet prix, de +12 % en 2021**, soit 5 % en-deçà de l'avant crise.

En termes d'activité, le neuf, très pénalisé par la crise sanitaire en 2020, progresse de +21 % en volume sur l'année 2021. Il se trouve porté, notamment au premier chef, par le logement, à +25 %. L'amélioration-entretien affiche une hausse plus limitée, de +6 %, compte tenu d'un recul trois fois moins rapide que le neuf en 2020.

Pour le secteur des Travaux Publics, l'année 2021 a été moins enthousiaste que prévue, mais jugée correcte malgré tout. Sans retrouver son niveau d'avant-crise, **le secteur affiche un rebond de +11,5 %**, qui ne permet pas malgré tout de retrouver son niveau d'avant crise (environ -3 % par rapport à 2019). Le résultat annuel est tiré principalement par la commande privée. En revanche, la commande publique n'a pas répondu aux attentes des entreprises des Travaux Publics : le volume des appels d'offres sur les marchés publics est resté inférieur de près de 20 % aux volumes de 2019.

2022 : une année chahutée

Les projections réalisées à la fin de l'année 2021 étaient raisonnablement optimistes pour l'activité économique pour l'année 2022, malgré une inflation qui commençait à produire ses effets (+2,8 % à fin décembre) et les pénuries de composants. Mais l'invasion le 24 février de l'Ukraine par la Russie a eu de nombreuses conséquences, dont l'explosion des prix de l'énergie et de certaines matières premières, entraînant un ralentissement de la croissance économique.

Le taux de croissance du PIB devrait s'établir autour de +2,5 % en 2022 et l'inflation sera probablement supérieure à 6,5 % ; l'Insee prévoit un taux de croissance de **+0,3 % en 2023**.

La FFB a ajusté en cours d'année ses prévisions et anticipe une hausse corrigée de +3,8 % (au lieu de +4,3 % prévu en décembre 2021), en raison notamment d'une activité plus faible qu'espérée en amélioration entretien.

Mais la fragilisation du logement neuf se poursuit, avec le repli des mises en chantier, malgré la dynamique de l'individuel, et sans compenser la déprime du collectif. Soulignons aussi l'effondrement des ventes de logements neufs aussi bien chez les promoteurs que chez les constructeurs de maisons individuelles. Cela augure une chute des permis, puis des ouvertures de chantier courant 2023.

Quant aux travaux publics, Les entreprises sont pénalisées par l'absence de dynamique des prises de commandes qui pèsent sur le volume d'activité qui affichera **une baisse sensible de l'ordre de -8 % par rapport à 2021** (en tenant compte de l'inflation). Les investissements locaux tardent à se concrétiser, dans un contexte global d'attentisme trouvant son origine dans les fortes incertitudes économiques et géopolitiques actuelles.

En 2022, l'activité de l'Industrie du Béton a résisté au premier semestre. Cependant, **l'année se terminera en retrait, autour de -5 % au regard de l'année 2021**, mais restant globalement supérieure aux résultats de l'année 2019, quelle que soit la destination des produits, bâtiment et travaux publics. Cela démontre à la fois la résilience de notre secteur et l'agilité de nos entreprises au regard des conséquences des crises sanitaires et géopolitiques.

Mais, les enjeux pour notre filière et pour notre industrie en particulier résident plus que jamais dans l'engagement à relever les défis de la transition écologique. Après l'application depuis le 1^{er} janvier 2022 de la Réglementation Environnementale, le début d'année 2023 verra la mise en place de la Responsabilité Elargie du Producteur au 1^{er} janvier 2023, un challenge supplémentaire pour l'avenir de notre secteur industriel. Au-delà des premières difficultés liées à son application et à ses impacts en termes de coûts, la REP constitue une opportunité pour inscrire nos solutions industrielles dans une démarche d'éco-conception via notamment la valorisation d'une partie des déchets issus de la déconstruction dans nos produits.

Plus que jamais dans un tel contexte, les industriels du béton doivent rester à la fois vigilants et agiles. Poursuivons les actions déjà engagées collectivement, pour valoriser nos solutions vertueuses, durables et locales, au niveau national et territorial, afin de préserver l'activité de nos entreprises.

SYNTHÈSE GÉNÉRALE

2021 : ACTIVITE EN HAUSSE DE +10,3 %

Chiffre d'affaires : 3,09 Mds €

2021 restera comme l'année de reprise, après les conséquences de la pandémie du COVID-19.

Cette tendance positive, en valeur, de +10,3 % est portée par les progressions significatives des produits en béton à destination du bâtiment **+10 %** (soit 1,94 milliard d'euros) et des travaux publics **+10,7 %** (soit 1,15 milliard d'euros). Soulignons quelques progressions en valeur : les blocs en béton +7,2 %, les poutrelles/hourdis/tuiles + 11,5 %, les produits pour voirie + 17,7 % et les clôtures + 18,9 %.

Les produits en béton progressent **en volume de +6,7 %** sur l'année 2021, répartis entre ceux destinés au bâtiment et aux travaux publics : +7,4 % pour les poutrelles/hourdis, +10,4 % pour les éléments de voirie et environnement et +13,2 % pour les clôtures. À noter la baisse de -8 % pour les éléments de génie civil (après une très forte hausse l'année précédente).

À noter que les résultats de l'Industrie du Béton sont dans les tendances annoncées par la FFB et la FNTP pour l'année 2021 : **+12 %** d'activité pour le bâtiment (incluant la rénovation) et **+10 % en valeur** pour les travaux publics.

Les données 2021 **en volume** des industries proches de notre secteur d'activité sont en hausse : pour les granulats +10,4 %, le BPE +11,5 % et les briques de structure +10,9 %. Il convient de relever que ces industries avaient connu des baisses significatives en 2020, contrairement aux données relevées dans l'Industrie du Béton.

2022 : UNE ANNEE CHAHUTÉE

Les difficultés liées à l'offre apparaissent durablement importantes dans la plupart des grands secteurs d'activité. En milieu d'année, la note de conjoncture de l'INSEE relevait que plus d'une entreprise industrielle sur deux se déclarent confrontées à des difficultés d'offre seulement (sans difficulté de demande). Les inflations dans le secteur énergétique entraînent logiquement des conséquences sur l'ensemble des filières industrielles et impactent significativement les coûts des matériaux de construction. Ces contraintes d'offre peuvent prendre plusieurs formes : problèmes d'approvisionnement, manque d'équipement, mais

aussi parfois manque de personnel. Les difficultés de recrutement se situent en effet elles aussi à des niveaux inédits, dans un contexte de dynamisme récent de l'emploi salarié.

Dans le secteur du bâtiment, la situation en 2022 est contrastée, d'une part avec la fragilisation du logement neuf, et le redressement du non-résidentiel.

En glissement annuel à fin août 2022, les mises en chantier sont quasi-stables à +0,5 %, la dynamique de l'individuel pur (+11,4 %) pallie la déprime du collectif (-4,6 %). Toutefois sur la période juin à août 2022, les mises en chantier se tassent : -5,6 %.

Les autorisations enregistrent, certes, une vive progression de +14 % à fin août, mais se tassent sur la période de mai-juillet 2022, à +5,8 %. De fait, le traitement des dépôts massifs de demandes de permis en décembre 2021, par anticipation de la RE2020, arrive progressivement à son terme ; il a même totalement disparu dans l'individuel pur, qui est en retrait de -1,2 % en donnée annuelle à fin août, mais plonge de -31,2 % sur la période juin à août 2022.

D'ailleurs, en glissement annuel sur le premier semestre 2022, les ventes de logements neufs s'effondrent, tant chez les promoteurs (-14,6 %) que chez les constructeurs de maisons individuelles (au-delà de -20 %). Cela augure une chute des permis, puis des ouvertures de chantier courant 2023.

Il est à noter que les carnets de commandes des entreprises du bâtiment s'établissent à plus de 9 mois, en raison notamment du report de chantier et du manque de main d'œuvre.

En revanche, le non résidentiel neuf se redresse, après deux années de marasme. Au cours des 12 derniers mois (septembre 2021 à août 2022), les autorisations de locaux non résidentiels enregistrées s'élèvent à 39,3 millions de m² et progressent (+6,0 %) par rapport aux 12 mois précédents (septembre 2020 à août 2021). Cette évolution serait plus accentuée (+8,3%) sans les permis reçus tardivement. Durant cette même période, avec 27,2 millions de m², les enregistrements de mises en chantier augmentent (+9,3 %) par rapport aux 12 mois précédents. Cette augmentation serait atténuée (+5,5 %) sans la prise en compte des déclarations remontées tardivement.

Enfin, la situation financière des entreprises se détériore et les trésoreries se dégradent nettement chez les artisans, alors qu'elles s'érodent chez les plus de dix salariés. Or, l'explosion des prix de l'énergie depuis août réactualise la crise des matériaux.

Les prévisions de la FFB pour l'année 2022 affichent une progression de l'activité de l'ordre de +3,8 % par rapport à l'année précédente.

Les dernières données de la FNTP à fin août témoignent toujours d'un manque de dynamisme de l'activité et d'une vision incertaine pour les prochains mois, malgré un début de rebond des commandes passées.

Les mois se suivent et continuent à être décevants pour les entreprises de travaux publics. L'activité du secteur "reste sans élan", sur un an pourtant, les facturations progressent de +7 %. Mais ce mouvement s'explique en réalité toujours par une forte inflation et donc la hausse des coûts de production. Car en euros constant, elles sont bien en retrait, de -2,8 % sur un an. **Au total, depuis le début de l'année 2022, le recul de l'activité est de -8,5 % par rapport aux 8 premiers mois de 2021, en tenant compte du contexte inflationniste.**

Une bonne nouvelle malgré tout : les prises de commandes reprennent quelques couleurs. Les marchés conclus ont même bondi de près de +20 % au mois d'août sur un an.

Si cela permet de rattraper un peu le retard accumulé depuis le début de l'année 2022, cette hausse reste insuffisante pour renverser la tendance. En cumul depuis janvier 2022, les prises de commandes sont toujours en retrait, de -3,5 % alors même que le cycle électoral devrait être bien plus favorable aux entreprises de travaux publics.

2023 : UNE ANNÉE À RISQUE

Dans sa note de conjoncture de septembre 2022, la Banque de France table désormais sur une **croissance du PIB de +0,5 % en 2023.**

Le secteur de la construction s'inscrira probablement dans une évolution en retrait, avec la difficulté d'appréhender à ce jour sa mesure, dans un environnement si incertain. Pour le secteur du bâtiment, au regard des mises en chantiers et des carnets de commandes des entreprises, l'activité au premier semestre 2023 se maintiendrait. En revanche, les inquiétudes concernent le second semestre, où la baisse des mises en chantier de logements devrait être significative, au regard de la chute des ventes actuelles chez les constructeurs de maisons individuelles et promoteurs. Quant au bâtiment non résidentiel, on pourrait assister à un fléchissement, après une bonne année 2022.

Au regard du "traditionnel" cycle électoral, la FNTP prévoit un retrait de l'activité de l'ordre de -2 % pour l'année 2023.

Par ailleurs, l'inflation de l'énergie, des matériaux et des équipements couplée à un manque de main d'œuvre impactera le secteur du BTP en 2023.



1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

1.1 Cadrage macroéconomique

L'ÉCONOMIE MONDIALE : Fort ralentissement face aux vents contraires

Après les impacts négatifs du Covid sur l'ensemble des économies en 2020-21, les conséquences de la guerre en Ukraine ont fini par impacter fortement l'économie mondiale et devraient altérer sa croissance au moins jusqu'à l'horizon 2024. En effet, la reprise - assez sensible de 2021 - a été suivie par des épisodes de plus en plus critiques en 2022 (*hausse des prix des matières importées, ralentissement du commerce mondial, ruptures dans les chaînes d'approvisionnement,...*) qui continuent de brider la reprise dans bon nombre de zones géographiques. **Les risques de dégradation se sont ainsi massivement renforcés à l'échelle mondiale.** Citons plus spécifiquement, la **poussée massive de l'inflation** aux Etats-Unis et dans les principaux pays européens (ou le rythme de hausse atteint parfois une progression à deux chiffres). Une tendance qui entraîne un net **durcissement des conditions financières** (*remontée des taux d'intérêt, affaiblissement de l'Euro*). En Chine, où la croissance avait été dopée par un plan massif de relance, le ralentissement attendu s'est avéré plus important que prévu par suite d'un **regain de Covid** et par les confinements massifs imposés par le gouvernement. Enfin, au plan démographique, des **mouvements transfrontaliers**, liés à la guerre Russo-Ukrainienne, sont venus perturber les économies proches des lieux de conflit. Au total, **nos prévisions de croissance ont été sensiblement revues à la baisse** et la progression du PIB mondial ne devrait plus dépasser la barre des 3 % par an à l'horizon de cette note.

Aux **Etats-Unis**, l'envolée record de l'inflation (+8,5 % en juillet dernier) affaiblit le pouvoir d'achat des ménages et la rentabilité des entreprises américaines. Cette évolution a entraîné une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire de la Réserve Fédérale avec à la clé des hausses successives des taux d'intérêt directeurs, qui sont passés en à peine deux trimestres de 0,25 % à 2,5 %.

Un impact marqué est donc attendu sur l'investissement et sur la consommation des ménages américains, qui profiteraient encore d'un faible niveau de chômage.

Dans la **Zone Euro**, toutes les économies ont subi de plein fouet le contrecoup de la hausse des prix des matières premières importées (*alimentaires, industrielles*) et de l'énergie. Une évolution accentuée en monnaie locale par la **chute de l'Euro face au billet vert**. Rappelons que la monnaie européenne a perdu près de 20 % de sa valeur par rapport au milieu de l'année 2021. Le ralentissement massif de l'Allemagne qui craint un rationnement de son approvisionnement en gaz russe, les déboires du Royaume Uni dans leur phase post-Brexit, ainsi que le lent rattrapage des économies du Sud (Espagne, Italie,...) à nouveau affectées par une inflation massive seront autant de facteurs susceptibles de pénaliser la croissance du PIB européen.

En **Chine**, la dynamique post-Covid a fini par faiblir en 2022 avec de nouvelles flambées d'épidémies, la politique locale "Zéro-Covid" paralysant la production, ainsi que l'affaiblissement de la demande étrangère de produits informatiques et médicaux qui avait dopé les exportations du pays en 2020-21.

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : Vers une croissance limitée, proche de 1 %

Après un rebond "honoré" en 2021 (+6,8 % pour PIB après -8 % en 2020), l'économie française est progressivement entrée, comme ses partenaires européens, dans une trajectoire plus difficile depuis le printemps 2022. À l'image de la **production industrielle qui fait pratiquement du surplace** et qui paraît sous la menace d'une récession face à la crise énergétique, l'allure du PIB peine à se redresser au fil des trimestres. En dépit de la mise en place d'un "bouclier tarifaire", la consommation des ménages subira encore les **effets négatifs de la hausse des prix et des coûts** (*énergie, produits alimentaires, matières semi-transformées, transport.....*) jusqu'en 2024. Un mouvement relié par une baisse, voire au mieux d'une stagnation du pouvoir d'achat à compter de 2023.

Tableau n° 1 : L'environnement économique mondial (*)

	2020	2021	Est. 2022	Prév. 2023
PIB mondial	-3,1 %	+6,1 %	+3,0 %	+2,8 %
Commerce mondial	-8,0 %	+10,0 %	+4,0 %	+3,2 %
PIB USA	-3,4 %	+5,7 %	+1,6 %	+0,8 %
PIB Chine	+2,2 %	+8,1 %	+3,3 %	+4,5 %
PIB Zone Euro	-6,3 %	+5,3 %	+2,6 %	+1,3 %

* Taux de croissance annuel en euros constants - Estimation et prévision source FMI

Du côté de la demande étrangère, le ralentissement du commerce mondial (et notamment celui de la demande de nos grands partenaires européens comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni) a déjà commencé à peser sur nos exportations. Enfin, l'investissement, qui avait plutôt bien résisté depuis la pandémie, aura certainement beaucoup de mal à tenir le cap de son rebond dans un environnement économique et financier, qui se dégrade (hausse des coûts de production et des taux d'intérêt). Au total, notre révision de la croissance en Europe, nous conduit à projeter la dynamique du PIB français sur une pente légèrement inférieure à 1 point pour 2023 (autour de +0,8 % pour 2023), puis légèrement au-dessus de ce niveau dans notre scénario central d'amélioration du contexte géopolitique international (+1,2 % en 2024).

Comme partout en Europe, l'**inflation française** a pris régulièrement de la hauteur pour avoisiner un rythme proche de 6 % durant l'été (contre +9 % pour la Zone Euro). Partis à l'origine de la sphère énergétique, mais aussi du marché des matières

premières alimentaires, les mécanismes de hausses en cascade ont eu le temps de se mettre en place depuis maintenant plus de 6 mois. Seuls une amélioration notable au sein du conflit en Ukraine et un ralentissement de l'économie mondiale pourront faire refluer cette poussée inflationniste. Un scénario que nous privilégions à l'horizon 2023 avec une inflation française qui reviendrait en moyenne annuelle à hauteur de +4,3 % pour l'indice général, puis de +2,2 %, l'année suivante.

Sur le **marché de l'emploi**, l'économie française aura générée près de **1,2 million de postes** en 2021-2022 et porté le **taux de chômage moyen à 7,3 %** de la population active, soit un des niveaux les plus bas depuis 40 ans. Cette performance semble toutefois désormais bien révolue puisque les premiers résultats de l'été 2022 indiquent un net renversement de tendance et des intentions d'embauches moins bien orientées. Le solde des créations nettes d'emplois salariés de l'économie française pourrait donc bien revenir, voire passer en dessous, de la barre de 100.000 personnes à l'horizon 2024.

Tableau n° 2 : L'environnement économique français

	2020	2021	Est. 2022	Prév. 2023
P.I.B. France *	-8,0 %	+6,8 %	+2,5 %	+0,8 %
Production industrielle *	-11,5 %	+6,3 %	+0,5 %	-0,3 %
Emploi salarié (en millions) ⁽¹⁾	25,200	25,700	26,400	26,520
	-0,280 %	+0,500	+0,570	+0,120 %
Chômage (en %) ⁽²⁾	8,1	7,9	7,3	7,4
Inflation	+ 0,5 %	+1,6 %	+5,3 %	+4,3 %

* Taux de croissance en euros constants — Estimation et prévision, Source : Xerfi Spécific (estimations / prévisions). - (1) Ensemble des effectifs salariés tous secteurs (privé et public) - (2) Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (i.e. tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT : *Rattrapées par la conjoncture*

Depuis le choc généré par la crise en Ukraine, l'incapacité des entreprises à répercuter entièrement leur hausse des coûts de production sur les consommateurs devrait comprimer les marges des entreprises. L'incertitude accrue autour de l'évolution de la situation géopolitique et son impact sur la demande pourraient désormais peser de tout son poids sur les décisions des entreprises, mais également sur celles des ménages. De plus, le renforcement des pressions inflationnistes ayant accéléré le rythme de normalisation de la politique monétaire (hausse des taux d'intérêt), les conditions financières se durcissent, augmentant encore le coût de financement des projets.

Du côté de l'**investissement des entreprises**, le tassement de la croissance des dépenses sera marqué durant les années 2022-23, mais la composante immatérielle (*informatique, acquisition des logiciels, communication,...*) devrait garder une allure positive, tandis que la partie matérielle de l'investissement (*machines, immobilier, parc auto,...*) restera en retrait.

Du côté des **ménages**, ce sont les conditions de financement des investissements (achats de logements neufs, gros travaux de rénovation) qui risquent bien de se dégrader (hausse des taux d'intérêt, distribution plus sélective du crédit,...). Un mouvement déjà amorcé depuis quelques trimestres, qui pourrait bien trancher avec la période faste de ces dernières années. Essentiellement tourné vers le secteur de la construction, l'investissement public pourrait quant à lui, garder une très légère croissance sur la période sous revue (+1 % à +1,5 % par an en volume) à la faveur du plan de relance

Tableau n° 3 : L'investissement des agents économiques

	2020	2021	Est. 2022	Prév. 2023
Nombre de PTZ accordés secteur neuf (milliers)	53	60	55	50
Taux d'intérêt prêt immo.*	1,19 %	1,07 %	1,65 %	2,25 %
INVESTISSEMENT (FBCF)				
- Ménages	-12,0 %	+17,0 %	+1,0 %	-1,0 %
- Entreprises Non Financières**	-7,0 %	+11,5 %	+1,5 %	+1,0 %
- Administrations Publiques	-5,5 %	+3,0 %	-0,5 %	-2,0 %

* Taux débiteur, taux fixe, prêt immobilier, moyenne annuelle - ** il s'agit ici de l'investissement total - Estimation, prévision - Source : Xerfi Spécific

La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur de la comptabilité nationale qui mesure le flux annuel d'investissements, essentiellement matériels, réalisés par les différents agents économiques.

- La FBCF des **ménages** est constituée à 75 % d'achats de logements (neufs ou anciens) et de dépenses de réparations importantes sur le logement.
- La FBCF des **entreprises** est composée d'achats de matériels destinés à la production (machines, véhicules, informatique, ...) ainsi que de brevets. La part des dépenses destinées au secteur du BTP est proche de 30 %.
- La FBCF des **administrations publiques** recouvre à près de 80 % les investissements destinés au secteur du BTP.

1.2 Marché immobilier résidentiel

LES VENTES DE LOGEMENTS NEUFS ET ANCIENS : *La hausse des prix immobiliers et une offre bancaire réduite font baisser le marché en 2022*

Après l'année 2020, l'ensemble des marchés immobiliers avait bien rebondi dans tous les secteurs, à la faveur d'une demande bien orientée et d'un retour à la confiance des ménages. La forte hausse de l'emploi, la baisse du chômage ainsi que la pression concurrentielle sur le marché du crédit immobilier avaient également contribué à cette bonne orientation des segments neufs et anciens. Depuis la fin de l'année 2021, et plus encore avec l'émergence de la crise ukrainienne, **les conditions d'achat sur le marché du neuf comme celui de l'ancien se sont tendues**, en particulier pour les primo-accédants. Ce sont tout d'abord, les prix qui sont en pleine explosion, en particulier sur le marché du neuf (+7,7 % en 2021). Hausse des prix et pénuries de matériaux, coûts des nouvelles normes environnementales (RTE 2020), forte hausse de la demande en 2021, tels sont les principaux facteurs d'augmentation qui perdureront en 2022-23.

Dans le même temps, les taux d'intérêt, qui baissaient encore en 2021, sont désormais repartis à la hausse depuis le début d'année 2022. En réponse, les ventes de maisons neuves baissent de manière sensible en affichant une chute de près de 25 % au premier semestre 2022. Du côté des d'appartements neufs, la baisse est désormais proche de 10 % sur la même période.

Des tendances négatives qui devraient se poursuivre en 2022 et 2023 dans un contexte financier nettement moins favorable et en l'absence d'annonce ou de relance des dispositifs gouvernementaux actuels (PINEL, PTZ). En dépit du récent lancement d'un nouveau dispositif en 2022 (CENSI-BOUVARD), ces mécanismes ont perdu beaucoup de leur attractivité avec la hausse actuelle des prix immobiliers.

Tableau n° 4 : Les marchés immobiliers

	2020	2021	Tendance sur 12 mois à fin septembre 2022 **
Transactions Logements Anciens*	1 025 -4,0 %	1 175 +14,5 %	1 125 -4,5 %
Ventes Logements Neufs Individuels*	140 -12,0 %	166 +15,5 %	135 -19,0 %
Ventes Logements Neufs Collectifs*	94 -23,0 %	111 +18,0 %	98 -12,0 %

* Nombre en milliers - ** Évolution du cumul des 12 derniers mois. - Sources : Service statistique du Ministère de l'écologie / Markétron

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS : *Repli des mises en chantier attendu en 2022 et 2023*

Les statistiques des mises en chantier ont été évaluées à 392.000 unités pour l'année 2021. Une progression d'environ 42.000 logements est donc constatée sur un an, correspondant à un bond de + 11,5 %. Cette évolution, qui fait suite à la hausse des ventes de logements neufs permet aux volumes de dépasser de 10.000 unités, le niveau d'ensemble de 2019. Cependant, **cette reprise, plus marquée pour la maison individuelle** (appétence pour la maison après les épreuves du confinement), semble toutefois de courte durée. En effet, l'année 2022 marque un retournement de cette tendance avec seulement 375.000 réalisations attendues en moyenne annuelle. Une tendance baissière qui se prolonge en 2023 dans contexte économique et financier

devenu plus difficile. C'est de toute évidence dans la dégradation des conditions d'emprunt, dans la baisse du pouvoir d'achat des ménages et la hausse des prix de l'immobilier neuf, qu'il faut chercher l'origine de ce mouvement. Le marché devrait ainsi retomber à un volume de 350.000 unités, soit le niveau de construction rencontré lors de la crise du Covid de 2020 ou encore de 2013 (Crise de la Dette Européenne). Ajoutons à ces impacts négatifs, les difficultés actuelles de la construction dite "sociale", dont le niveau est tombé aujourd'hui - faute de capacité de financement suffisante - à près de 80.000 logements, contre plus de 100.000 dans les années 2000.

Tableau n° 5 : Les logements neufs mis en chantier (DROM inclus)

	2020	2021	Tendance sur 12 mois à fin septembre 2022 **
Logements totaux*	351 -8,5 %	392 +12,0 %	375 -4,5 %
Individuels	143 -9,0 %	163 +14,0 %	165 +1,5 %
Collectifs (y.c Résidences)	208 -8,0 %	229 +10,0 %	210 -8,0 %

* Nombre de logements en milliers - ** Évolution du cumul des 12 derniers mois. - Source : Service statistique du Ministère de l'écologie

1.3 Locaux non résidentiels neufs : *L'élan de la reprise coupé par les conséquences de la crise énergétique en 2023*

La crise sanitaire aura dans l'ensemble fortement affectée la construction non résidentielle, un domaine relativement peu "aidé". Après la chute de -16,5 % des surfaces construites en 2020, le volume global des réalisations s'est redressé pour atteindre 25 millions de m² en 2021, tout en restant très modeste avec des réalisations à peine comparables à celles de 2014. L'amélioration des conditions financières des entreprises de 2021, ayant permis de poursuivre le mouvement et de situer 2022 dans le prolongement de l'année précédente. Ce résultat d'ensemble apparait cependant très inégal puisque certains compartiments toujours "à la peine" (*bâtiments agricoles,*

hôtellerie, bureaux, ou locaux publics) devraient marquer le pas, voire baisser à nouveau en 2022. Les effets indirects de la crise ukrainienne (*hausse des coûts, moindre activité, importance des stocks de locaux disponibles chez les promoteurs, hausse des taux d'intérêt,...*) vont certainement pénaliser les investissements de capacité en 2023, et par là même celui de la construction neuve non-résidentielle. Après une année 2023 globalement en repli, l'année 2024 marquerait ensuite un palier dans le mouvement baissier. Exception faite du compartiment public qui devrait être l'un des seuls à bénéficier des effets positifs différés du plan gouvernemental.

Tableau n° 6 : Les bâtiments non résidentiels mis en chantier (DROM inclus)

	2020	2021	Tendance sur 12 mois à fin septembre 2022**
TOTAL Bat. Non Résident.	23,80	25,05	26,05
dont :	-16,5 %	+5,5 %	+4,0 %
Publics	3,80 -16,5 %	4,20 +10,5 %	4,05 -3,5 %
Privés	20,00 -16,5 %	20,85 +4,5 %	22,00 +5,5 %

Surface PLANCHER réalisée en millions de m² - ** Évolution du cumul des 12 derniers mois. Source : Service statistique du Ministère de l'écologie

1.4 Travaux Publics : *En difficulté*

Fortement impactés par la crise du Covid, les travaux publics ont lourdement chuté de -12,5 % en 2020. La reprise post-Covid de 2021 a permis au secteur de se redresser (+11,5 % en euros constants), sans toutefois retrouver le niveau d'avant-crise. Les collectivités locales (45 % de la demande adressée au secteur) ont terminé l'année 2021 avec des indicateurs financiers globalement bien orientés, qui ont contribué à cette évolution. Toutefois, la **hausse des coûts** qui touche actuellement l'énergie et les matières premières (carburants, gaz, électricité, salaires,...) pèse lourdement désormais sur les décisions et les budgets de travaux des collectivités, mais également sur la demande privée.

L'investissement public et la demande de travaux publics des entreprises sont donc actuellement en difficulté. Ajoutons à cela, les **pénuries de matériaux et de main d'œuvre, l'attentisme** lié au conflit ukrainien ainsi que la **hausse des produits de base** du secteur (carburants, bitume, aciers, bois, ...) et l'on pourra aisément expliquer une baisse d'activité (- 7,5 % pour les 7 premiers mois de 2022). À l'horizon de cette note, les perspectives de rebond de ce secteur restent limitées pour les années 2023-2024, au vu de la dynamique de l'activité économique et de celle du secteur bâtiment, dont on sait, qu'une partie non négligeable de celle-ci (construction neuve) reste connexe.

Tableau n° 7 : Les volumes de travaux réalisés en TP

	2020	2021	Tendance sur 12 mois à fin septembre 2022 **
Travaux Publics	-12,5 %	+11,5 %	-4,0 %

** Évolution du cumul des 12 derniers mois. Source : Service statistique du Ministère de l'écologie

1.5 Synthèse

Le secteur construction a bénéficié d'un rebond massif en 2021 qui a propulsé l'activité du secteur bâtiment bien au-dessus de son niveau d'avant crise. Ce sont principalement les compartiments de l'entretien-amélioration du logement et celui de la construction neuve résidentielle qui ont entraîné l'activité. Le secteur des bâtiments non-résidentiel et les travaux publics n'ont connu, pour leur part que des rebonds moins marqués. Ces évolutions ont été générées par la bonne tenue des revenus des ménages, l'impact des aides ("Ma Prim'Renov") et la volonté des particuliers d'orienter prioritairement une partie de

leurs dépenses vers le logement en réponse à la situation imposée par le Covid. **L'année 2022 constitue ensuite une période de transition avant un léger recul des travaux réalisés dans toutes les spécialités en 2023-2024.**

Durant cette période, la demande de travaux des ménages, mais également celle d'autres agents économiques (entreprises, secteur public) apparaissent désormais contraintes par le ralentissement de l'activité économique, la poussée des prix et des coûts (réalisations de travaux, secteur immobilier), et par une inflation "record" à l'origine d'un recul de leur pouvoir d'achat.

Tableau n° 8 : Synthèse de l'activité CONSTRUCTION

(Volume de travaux réalisés)

	2020	2021	Tendance sur 12 mois à fin septembre 2022**
BÂTIMENT	-8,8 %	+12,7 %	+2,5 %
dont :			
Construction Neuve	-8,5 %	+11,5 %	+2,0 %
- Logement	-7,5 %	+13,5 %	+2,3 %
- Non résidentiel	-10,0 %	+8,0 %	+1,3 %
Entretien Amélioration	-9,3 %	+13,8 %	+2,8 %
- Logement	-9,3 %	+15,5 %	+3,2 %
- Non résidentiel	-9,3 %	+11,0 %	+2,2 %
TRAVAUX PUBLICS	-12,5 %	+12,5 %	-4,0 %
Ensemble CONSTRUCTION	-9,7 %	+12,5 %	+1,0 %

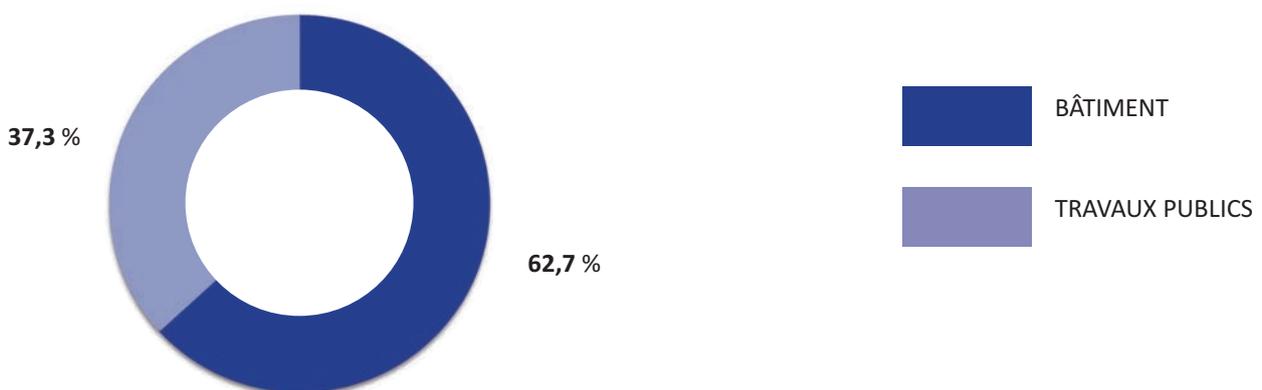
Source : Xerfi Spécific - ** Évolution du cumul des 12 derniers mois

2. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE : VENTES DES PRODUITS EN BÉTON

2.1 Données générales

CHIFFRE D'AFFAIRES 2021 EN MILLIARD D'€ HT DÉPART PRODUITS EN BÉTON			
3,09 milliards d'€		100 %	
BÂTIMENT		TRAVAUX PUBLICS	
1,94 milliard d'€	62,7 %	1,15 milliard d'€	37,3 %

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TYPE D'OUVRAGES



RAPPEL MÉTHODOLOGIQUE

Pour que les résultats affichés reflètent la totalité du marché (3,09 milliards d'euros), les données collectées (2,44 milliards d'euros) ont été réévaluées en appliquant l'évolution constatée chez les répondants aux enquêtes 2021 par rapport à 2020 (+10,3 %). À noter que le chiffre d'affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 86 % des données collectées, soit 2,1 milliards d'euros.

DONNÉES GÉNÉRALES

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021/2020 %
CA HT DÉPART USINE (EN k€) ⁽¹⁾⁽²⁾	2 420 349	2 287 229	2 367 282	2 485 646	2 597 500	2 748 155	2 800 695	3 089 167	+10,3 %
PRODUCTION VENDUE (EN kt)	19 957	18 780	19 099	20 073	20 033	20 874	20 562	21 932	+6,75 %
EFFECTIF PHYSIQUE TOTAL ⁽³⁾	17 656	17 674	17 321	18 083	17 739	18 768	19 199	19 007	-1,0 %
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	807	799	771	761	749	738	722	704	-2,5 %
PRODUCTIVITÉ									
TONNES / PERSONNELS DE PRODUCTION	1 790	1 683	1 750	1 771	1 801	1 772	1 831	2 007	+9,6 %
TONNES / HEURES TRAVAILLÉES	1,073	1,019	1,068	1,097	1,111	1,103	1,126	1 119	-0,6 %

(1) Uniquement Produits Fabriqués

(2) En Euros courants

(3) Il comprend l'effectif salarié et le personnel mis à disposition de l'établissement, ramenés à un nombre d'agents employés à temps plein.

2.2 Structure des ventes

	EN TONNAGE VENDU			EN EUROS (COURANTS)		
	STRUCTURE 2021	STRUCTURE 2020	ÉCARTS 2021/2020	STRUCTURE 2021	STRUCTURE 2020	ÉCARTS 2021/2020
PETITS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION	49,9 %	50,0 %	-0,1	25,0 %	25,5 %	-0,5
GRANDS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION	19,5 %	20,0 %	-0,5	37,7 %	37,3 %	+0,4
SOUS/TOTAL BÂTIMENT	69,4 %	70,0 %	-0,6	62,7 %	62,8 %	+0,1
PRODUITS DE TP ET D'ENVIRONNEMENT	30,6 %	30,0 %	+0,6	37,3 %	37,2 %	-0,1
TOTAL GÉNÉRAL	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	-

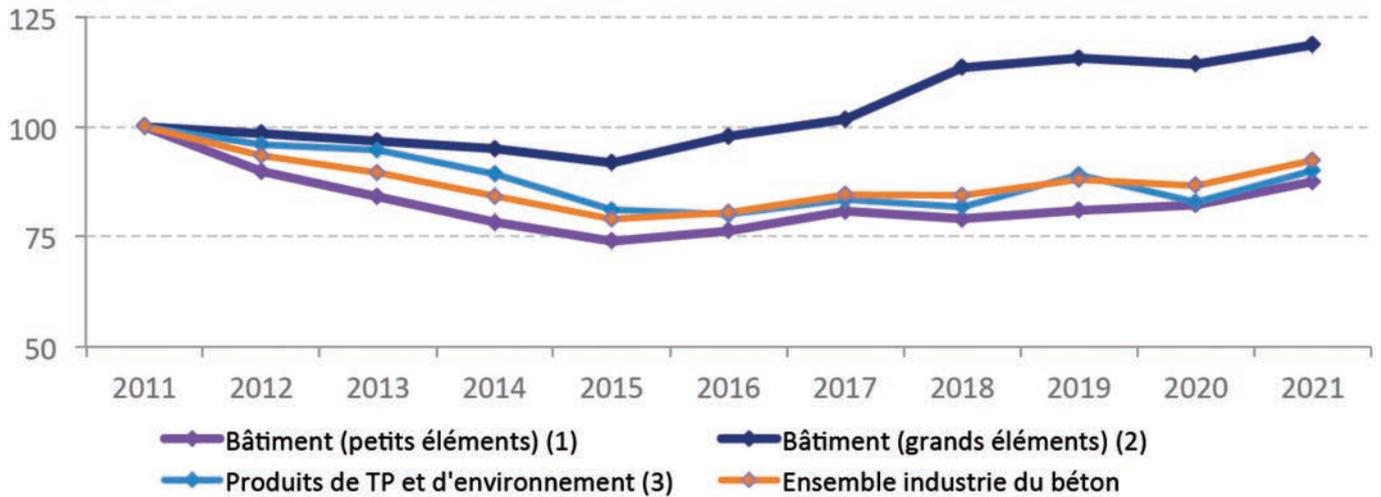
RAPPEL MÉTHODOLOGIQUE

Pour que les résultats affichés reflètent la totalité du marché (3,09 milliards d'euros), les données collectées (2,44 milliards d'euros) ont été réévaluées en appliquant l'évolution constatée chez les répondants aux enquêtes 2021 par rapport à 2020 (+10,3 %). À noter que le chiffre d'affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 86 % des données collectées, soit 2,1 milliards d'euros.

Attention : le différentiel valeur-volume n'indique pas entièrement une inflation des tarifs des produits en béton. En effet, le mix produit est tellement important que d'autres facteurs (matières premières, main d'œuvre, ...) entrent en ligne de compte.

2.3 Évolution des produits en béton

PAR GRANDES CATÉGORIES (EN TONNES)



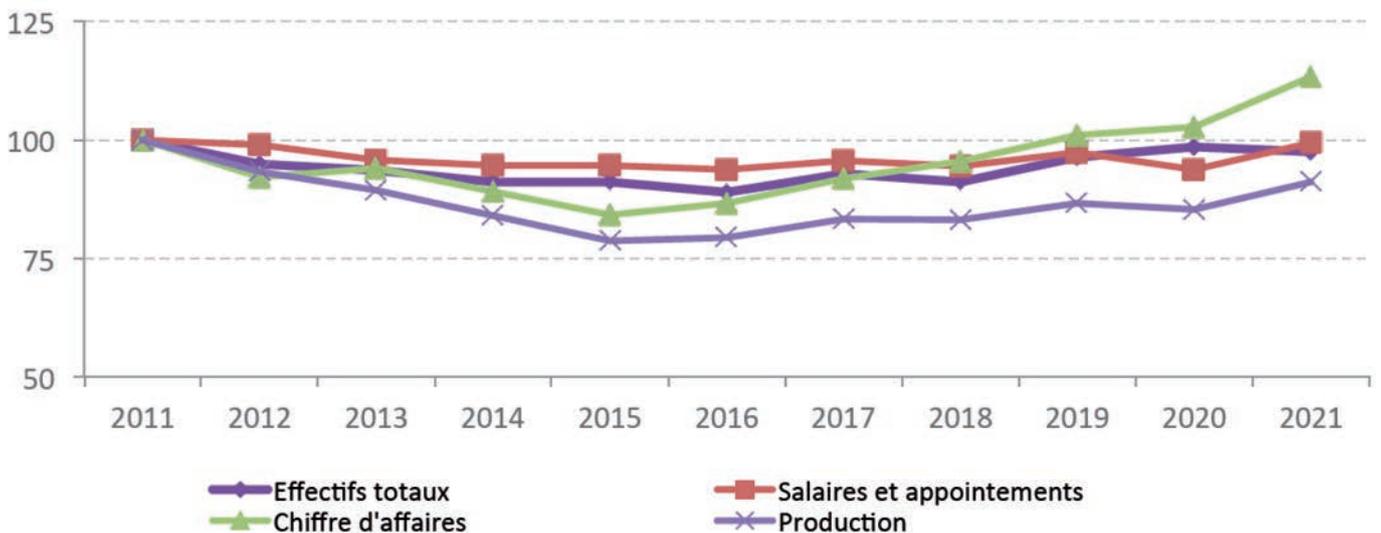
Indice base 100 en 2011.

(1) Blocs, poutrelles, hourdis, tuiles.

(2) Eléments de structure, grands planchers, éléments de murs, conduits et gaines, éléments de construction légers, divers.

(3) Tuyaux et accessoires, produits pour épuration, produits de voirie, clôtures, réseaux et divers (éléments de stockage, produits d'ornementation et de jardins, monuments et accessoires funéraires, etc).

PRODUITS EN BÉTON



Indice base 100 en 2011.

2.4 Structure de l'Industrie

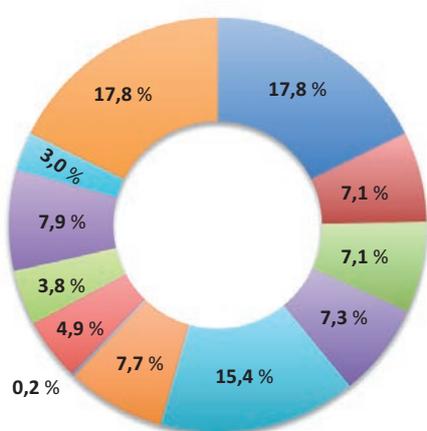
(données évaluées sur la base des réponses de l'enquête 2021)

	CA HT MILLIONS €	VENTES MILLIONS T	ÉVOLUTION 2021/2020 EN CA	ÉVOLUTION 2021/2020 EN TONNAGE
BLOCS	550,7	9,7	+7,2 %	+6,3 %
POUTRELLES-HOURDIS-TUILES	220,2	1,2	+11,5 %	+7,4 %
ÉLÉMENTS DE STRUCTURE - GRANDS PLANCHERS	220,5	1,4	+5,3 %	+1,8 %
ÉLÉMENTS DE MURS*	226,2	0,8	+8,5 %	+8,5 %
AUTRES ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION	474,4	1,9	+6,4 %	+3,0 %
PRODUITS POUR VOIRIE ET ENVIRONNEMENT	238,8	2,3	+15,7 %	+10,4 %
PRODUITS POUR ÉPURATION	7,3	0,03	+8,0 %	+5,4 %
TUYAUX ET PRODUITS D'ASSAINISSEMENT	150,4	1,0	+3,8 %	+4,1 %
ÉLÉMENTS DE GÉNIE CIVIL	114,4	0,4	-6,9 %	-8,0 %
ÉLÉMENTS POUR RÉSEAUX	242,9	1,3	+5,7 %	+4,2 %
CLÔTURES	94,0	0,5	+18,9 %	13,2 %
DIVERS BTP ⁽¹⁾	549,3	2,6	+27,2 %	+15,5 %

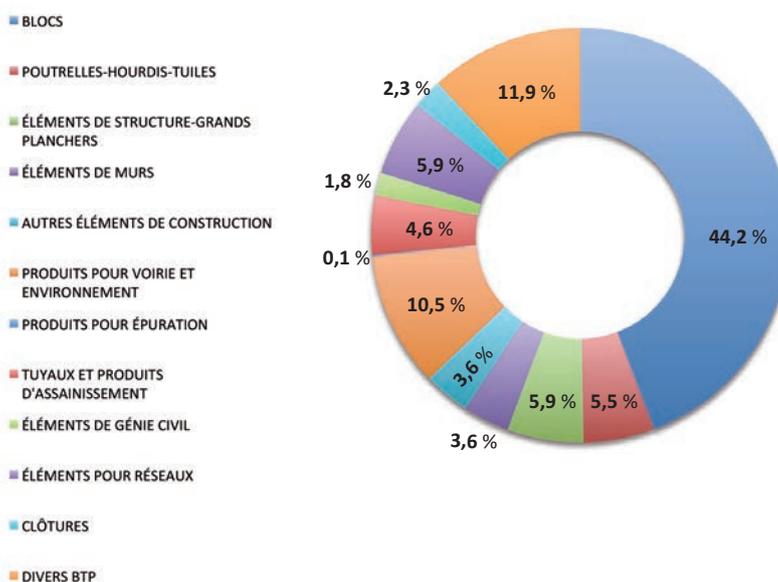
⁽¹⁾ Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

* Avertissement : la catégorie surlignée est affichée à titre indicatif. Le seuil de représentativité étant insuffisant (< 50 %), les résultats ne peuvent pas être interprétés comme statistiquement fiables.

EN MILLIONS D'EUROS



EN MILLIONS DE TONNES



POIDS DES FAMILLES EN TONNAGE

(Données évaluées sur la base des réponses de l'enquête 2021)

		2021		2020	
		VENTES EN T	%	VENTES EN T	%
PETITS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION 10 935 709 T. 49,9 %	BLOCS	9 733 250	44,4 %	9 160 351	44,6 %
	POUTRELLES HOURDIS TUILES	1 202 459	5,5 %	1 119 587	5,4 %
GRANDS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION 4 263 557 T. 19,5 %	ÉLÉMENTS DE STRUC. GRANDS PLANCHERS	1 356 181	6,2 %	1 331 978	6,5 %
	ÉLÉMENTS DE MURS*	794 690	3,6 %	732 570	3,5 %
	ESCALIERS	188 317	0,9 %	165 779	0,8 %
	ÉLÉMENTS DE STRUCTURE DE BÂTIMENT	601 696	2,7 %	600 565	2,9 %
	CONDUITS ET GAINES	34 124	0,2 %	33 402	0,2 %
VENTES TOTALES DES PRODUITS EN BÉTON 21 932 042 T. 100 %	DIVERS ⁽³⁾	1 288 549	5,9 %	1 249 374	6,1 %
	PRODUITS POUR VOIRIE ET ENVIRONNEMENT	2 300 703	10,5 %	2 083 348	10,1 %
	ÉPURATION	28 338	0,1 %	26 886	0,1 %
	TUYAUX ET PRODUITS D'ASSAINISSEMENT	992 200	4,5 %	956 145	4,7 %
	ÉLÉMENTS DE GÉNIE CIVIL	402 601	1,8 %	430 969	2,1 %
	ÉLÉMENTS POUR RÉSEAUX ⁽¹⁾⁽²⁾	1 278 837	5,8 %	1 209 714	5,9 %
	CLÔTURES	464 314	2,1 %	390 540	1,9 %
	DIVERS ⁽³⁾	1 265 843	5,8 %	1 070 707	5,3 %
	PRODUITS DE TP ET D'ENVIRONNEMENT	6 732 776 T.	30,6 %		

(1) Y compris les chambres de tirage (Telecom)

(2) Y compris les traverses SNCF

(3) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

* Avertissement : la catégorie surlignée est affichée à titre indicatif. Le seuil de représentativité étant insuffisant (< à 50 %), les résultats ne peuvent pas être interprétés comme statistiquement fiables (mais non soumis au secret statistique).

POIDS DES FAMILLES EN VALEUR (CA)

(Données évaluées sur la base des réponses de l'enquête 2021)

		2021		2020		
		VENTES EN M €	%	VENTES EN M €	%	
PETITS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION 770,9 M.€ 25,0 %	BLOCS	550,7	17,8 %	513,8	18,3 %	
	POUTRELLES HOURDIS TUILES	220,2	7,2 %	197,5	7,1 %	
GRANDS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION 1 165,9 M.€ 37,7 %	ÉLÉMENTS DE STRUC. GRANDS PLANCHERS	220,5	7,1 %	209,4	7,5 %	
	ÉLÉMENTS DE MURS*	226,2	7,3 %	208,5	7,4 %	
	ESCALIERS	232,9	7,6 %	207,5	7,4 %	
	ÉLÉMENTS DE STRUCTURE DE BÂTIMENT	231,2	7,5 %	228,6	8,2 %	
	CONDUITS ET GAINES*	10,3	0,3 %	9,9	0,4 %	
VENTES TOTALES DES PRODUITS EN BÉTON 3 089,1 M.€ 100 %	DIVERS ⁽³⁾	244,8	7,9 %	184,8	6,6 %	
	PRODUITS POUR VOIRIE ET ENVIRONNEMENT	238,8	7,8 %	206,4	7,4 %	
	ÉPURATION	7,3	0,2 %	6,7	0,2 %	
	TUYAUX ET PRODUITS D'ASSAINISSEMENT	150,4	4,9 %	144,4	5,2 %	
	ÉLÉMENTS DE GÉNIE CIVIL	111,4	3,7 %	119,9	4,3 %	
	ÉLÉMENTS POUR RÉSEAUX ^{(1) (2)}	242,9	7,9 %	233,2	8,3 %	
	CLÔTURES	94,0	3,0 %	83,0	3,0 %	
	DIVERS ⁽³⁾	304,5	9,8 %	247,0	8,8 %	
	PRODUITS DE TP ET D'ENVIRONNEMENT 1 152,3 M.€ 37,3 %					

(1) Y compris les chambres de tirage (Telecom)

(2) Y compris les traverses SNCF

(3) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

* Avertissement : la catégorie surlignée est affichée à titre indicatif. Le seuil de représentativité étant insuffisant (< à 50 %), les résultats ne peuvent pas être interprétés comme statistiquement fiables (mais non soumis au secret statistique).

2.5 Détail des résultats nationaux

Code produit	COMPOSANTS POUR LE BÂTIMENT		MONTANT DES FACTURATIONS HT EN K€	% DE VARIATION 2021/2020	QUANTITÉ	% DE VARIATION 2021/2020	REPRÉSENTATIVITÉ EN QUANTITÉ ⁽¹⁾
Blocs							
1110	Blocs de granulats courants à maçonner (standard et accessoires)	t			8 207 271	+4,6 %	75 %
1120	Blocs de granulats courants à coller (standard et accessoires)	t			234 869	+18,9 %	74 %
1130	Blocs de béton cellulaire						Secret statistique*
1150	Blocs à bancher	t	CA global blocs 550 712 ⁽²⁾	Évolution globale +7,2 % ⁽²⁾	871 182	+19,5 %	-
1160	Blocs spéciaux	t			540 801	+7,1 %	-
1170	Blocs béton autres (blocs de parement...)	t			38 501	+3,3 %	-
1140	Blocs isolants	t			20 626	+19,1 %	-
Tuiles							
4600	Tuiles	millier					Secret statistique*
Planchers							
2200	Entrevous en béton de granulats courants et légers	t	25 519	+1,3 %	562 903	+3,0 %	82 %
2110/2120	Poutrelles en béton précontraint et en béton armé	ml	194 675	+13,0 %	35 530 894	+11,6 %	53 %
2310/2320	Prédalles en béton précontraint et en béton armé	m ²	163 173	+12,0 %	7 053 746	+11,0 %	46 %
2330	Dalles de planchers (Dalles alvéolées, pleines, tubulaires...)	m ²	57 328	-10,0 %	1 302 986	-14,8 %	53 %
Éléments de murs							
4110	Panneaux (éléments de hauteur ou plus (panneaux pleins, trumeaux, pignons, panneaux en croix...), panneaux baies (avec balcons, loggias, et autres, éléments de hauteur inférieure à l'étage (allèges, meneaux, plaques de revêtement...))	m ²	61 337	+8,0 %	876 940	+6,0 %	18 %
4120	Éléments complémentaires (comprenant : encadrements de baies monoblocs ou par éléments, pièces d'appui de fenêtres, linteaux, bandeaux lisses, corniches, acrotères, garde-corps de balcon)	t	69 004	-3,0 %	197 825	-1,6 %	97 %
4200	Éléments de murs intérieurs et de cloisons (refends et cloisons)	m ²					Secret statistique*
4500	Éléments tridimensionnels (comprenant blocs et cellules techniques (comportant une surface habitable, gaines techniques (passages de conduites ou canalisations diverses, ascenseurs, placards...)) sauf les éléments comportant des conduits aérauliques (fumée, ventilation)	t					Secret statistique*
4560	Murs à coffrage intégré (MCI) / prémurs	m ²	95 901	+19,1 %	1 510 521	+16,3 %	-
4570	Murs à coffrage intégré isolant (MCI) / prémurs isolants	m ²					Secret statistique*
4820	Éléments en béton cellulaire, comprenant les éléments de couvertures autres que ceux repris à la rubrique «tuiles»	t					Secret statistique*
Escaliers							
4410	Supports (limons, supports intermédiaires, ...)	t	76 190	+12,7 %	178 359	+13,9 %	72 %
4420	Marches indépendantes, y compris pour escaliers hélicoïdaux à noyau central	m	156 678	+12,0 %	331 944	+8,4 %	99 %
Éléments de structure de bâtiment							
4811/4812	Poutres de structure, poteaux et pannes (béton armé et précontraint)	ml	220 871	+0,5 %	2 249 436	-0,6 %	81 %
4813	Autres (plots, semelles...)	t	10 369	+18,0 %	39 337	+13,0 %	19 %
Conduits et gaines aérauliques							
3100	Conduits de fumée (boisseaux et éléments de hauteur d'étage, simples ou multiples...)	t	1 106	-2,0 %	4 318	-6,2 %	35 %
3200/3500/3600	Autres conduits : ventilations (en petits éléments, hauteur d'étage, simples ou multiples, quelle que soit la section), de vide-ordures, composites de hauteur d'étage (comprenant au moins deux natures de conduits), aspirateurs anti-refouleurs	t	9 182	+4,9 %	29 806	+3,5 %	99 %
Produits divers⁽³⁾							
	Autres produits bâtiment		244 798	+32,7 %	1 288 549	+5,6 %	-

* Secret statistique : Aucun résultat n'est publié lorsqu'il concerne trois entreprises ou moins, et lorsqu'une entreprise contribue à elle seule à plus de 85 % de ce résultat. (Cadre légal du secret statistique et de la protection des données - méthodologie INSEE).

(1) Représentativité en volume : les tonnages affichés correspondent aux données issues des enquêtes annuelles. La représentativité en volume calcule l'importance de ces retours comparée aux résultats de l'année 2013 (dernières données globales de marché).

(2) Il n'a pas été possible de disposer des CA par familles de bloc béton. Le chiffre présenté est donc l'agrégation de tous les blocs, sauf les blocs de béton cellulaire (résultats soumis aux règles du secret statistique).

(3) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

Code produit	COMPOSANTS POUR LE GÉNIE CIVIL	Unité	MONTANT DES FACTURATIONS HT EN K€	% DE VARIATION 2021/2020	QUANTITÉ	% DE VARIATION 2021/2020	REPRÉSENTATIVITÉ EN QUANTITÉ ⁽¹⁾
Produits pour voirie et environnement							
6500	Pavés (hors pavés drainants, pavés à écarteurs et dalles gazon)	m ²	36 888	+10,0 %	2 984 246	+12,0 %	85 %
6510	dont Pavés avec une épaisseur inférieure à 6 cm	m ²	4 040	-6,5 %	666 555	-6,2 %	-
6520	dont Pavés avec une épaisseur supérieure ou égale à 6 cm	m ²	22 694	+13,0 %	1 591 851	+17,2 %	-
6530	Pavés drainants, pavés à écarteurs et dalles gazon	m ²	7 595	+67,0 %	280 853	+76,1 %	-
6200/6310	Bordures et caniveaux (dont caniveaux de chaussée et bordurettes)	t	90 225	+8,6 %	1 225 668	+5,0 %	76 %
6600	Dalles (pressées, hors pierres reconstituées)	m ²	53 615	+9,0 %	4 486 665	+13,0 %	84 %
6860	Mobilier urbain en béton	t	39 961	+50,0 %	99 465	+68,0 %	99 %
6870	Produits pour signalisation et balisage, produits divers (bornes, socles, plots, balises, bordures de quai, revêtement de perrés, cales marines, ...)	T	10 562	+11,7 %	57 574	+8,7 %	70 %
Équipements d'épuration							
7100	Fosses septiques, Epurateurs, séparateurs, décanteurs	t	7 266	+8,0 %	28 338	+5,4 %	53 %
Tuyaux, produits d'assainissement							
5100/5220/ 5311	Tuyaux armés (dont tuyaux à pression intérieure, tuyaux ovoïdes, tuyaux circulaires d'assainissement)	t	31 456	-1,0 %	331 981	+1,6 %	74 %
5212/5312	Tuyaux non armés	t	8 007	+5,0 %	76 196	0,0 %	99 %
5500	Regards, boîtes de branchement et d'inspection, chambres de bouches d'égout	t	80 765	+6,0 %	451 092	+7,0 %	72 %
5600	Têtes d'aqueducs	t	4 056	+49,0 %	22 277	+58,5 %	-
5340/5500	Autres tuyaux, pièces de raccords et autres produits	t	26 118	0,0 %	132 931	+1,0 %	99 %
Éléments de génie civil							
4831/4832	Poutres de ponts et autres éléments de structure de génie civil	ml	17 333	+30,7 %	76 726	+35,0 %	99 %
4835	Murs anti bruits	m ²			Secret statistique*		
4840/4841	Soutènement	t	97 086	-9,0 %	383 420	-8,0 %	88 %
Éléments pour réseaux							
6400	Caniveaux hydrauliques et autres (pour fossés, irrigations, descentes, dalots, câbles et canalisations, ...)	T	16 471	+16,0 %	56 496	+21,2 %	44 %
4850	Traverses de chemin de fer	t	166 108	+1,0 %	985 054	+5,0 %	99 %
9200	Supports pour lignes aériennes (électricité, relais hertzien, éoliennes), candélabres, mâts : en Béton Armé, en Béton Précontraint	T	34 720	+14,9 %	105 037	+11,0 %	-
9340	Chambres de télécommunication et éléments pour transformateurs, coffrets, bornes pavillonnaires ...	t	25 601	+5,4 %	132 280	+1,5 %	80 %
Clôtures, éléments de construction légers, stockage, produits pour l'agriculture							
9320	Éléments de stockage (Silos, cloisons mobiles, ...)	m ²	14 054	-1,5 %	103 107	-0,3 %	91 %
9100	Clôtures et poteaux de clôtures (comprenant panneaux pleins et ajourés, lissage, poteaux (poteaux à feuillures, poteaux pour fils ou grillage, poteaux pour clôtures mixtes), éléments annexes de clôtures (couronnements de murs et de panneaux, éléments de fondations, plots pour poteaux)	t	66 970	+23,0 %	378 572	+28,0 %	93 %
9330	Produits pour l'agriculture : abreuvoirs, auges, mangeoires, séparation de stalles, logettes, cases, clapiers...	t	12 939	-9,4 %	59 966	-13,0 %	57 %
9310	Éléments manportables (ECL) pour constructions industrialisées (garages, abris, baraques de chantiers...)	t			Secret statistique*		
Produits divers							
9440	Monuments et accessoires funéraires	t	12 694	+8,0 %	61 538	+9,9 %	53 %
9500	Divers (éléments et appareils sanitaires, produits d'ornementation et jardins, autres produits divers en béton)	t	146 827	+16,2 %	633 476	+21,6 %	99 %
	Autres produits TP ⁽²⁾		145 008	+32,7 %	570 829	+9,2 %	-

* Secret statistique : Aucun résultat n'est publié lorsqu'il concerne trois entreprises ou moins, et lorsqu'une entreprise contribue à elle seule à plus de 85 % de ce résultat. (Cadre légal du secret statistique et de la protection des données - méthodologie INSEE).

(1) Représentativité en volume : les tonnages affichés correspondent aux données issues des enquêtes annuelles. La représentativité en volume calcule l'importance de ces retours comparée aux résultats de l'année 2013 (dernières données globales de marché).

(2) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

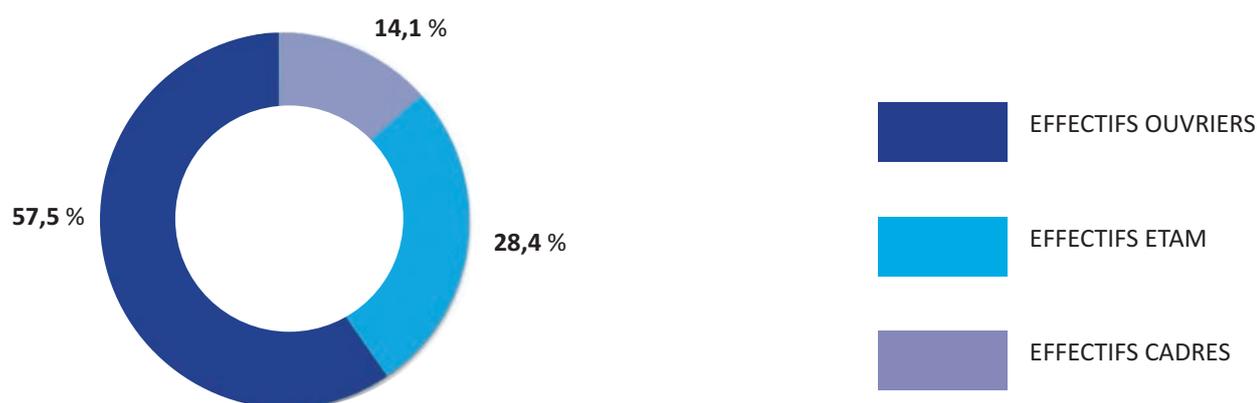
3. DÉMOGRAPHIE ET STRUCTURE DES INDUSTRIES DU BÉTON

3.1 Nombre d'entreprises, effectifs, heures de travail

	2018	2019	2020	2021	% 2021/2020
NB D'ENTREPRISES	484	477	461	437	-5,2 %
NB D'ÉTABLISSEMENTS	749	738	722	704	-2,5 %
EFFECTIFS PHYSIQUES*	17 739	18 768	19 199	19 007	-1,0 %
HEURES DE TRAVAIL (en 1000 heures)	18 024	18 925	18 263	19 596	+7,3 %

* Il comprend l'effectif salarié et le personnel mis à disposition de l'établissement, ramenés à un nombre d'agents employés à temps plein.

DÉTAIL DES EFFECTIFS



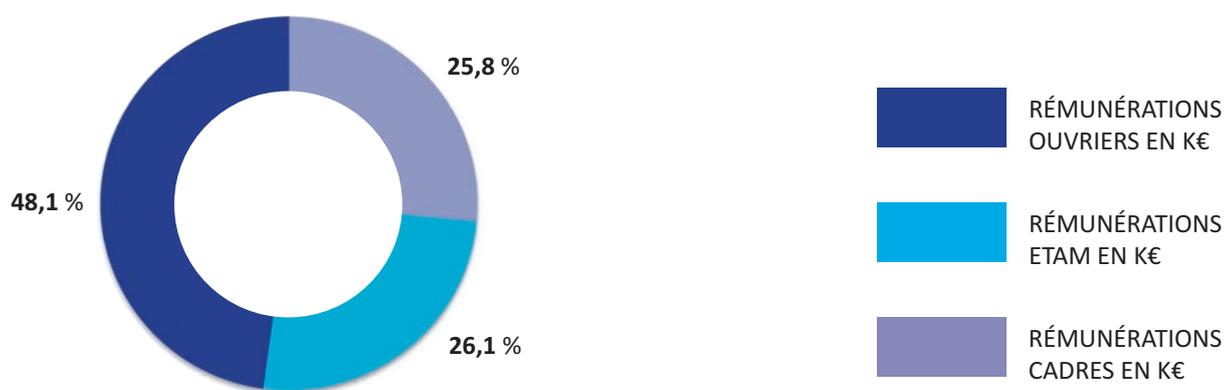
La répartition des effectifs a été calculée sur la base des réponses à l'enquête annuelle 2021, soit sur un total de 10 762 salariés.

Source : Xerfi Spécific / EA 2021

3.2 Rémunérations

	2018	2019	2020	2021	% 2021/2020
RÉMUNÉRATIONS CADRES EN K€	138 155	140 089	132 944	141 718	+6,6 %
RÉMUNÉRATIONS ETAM EN K€	133 985	138 808	132 561	142 901	+7,8 %
RÉMUNÉRATIONS OUVRIERS EN K€	249 201	258 172	252 492	263 854	+4,5 %
TOTAL	521 341	537 069	517 997	548 473	+5,9 %

DÉTAIL DES RÉMUNÉRATIONS

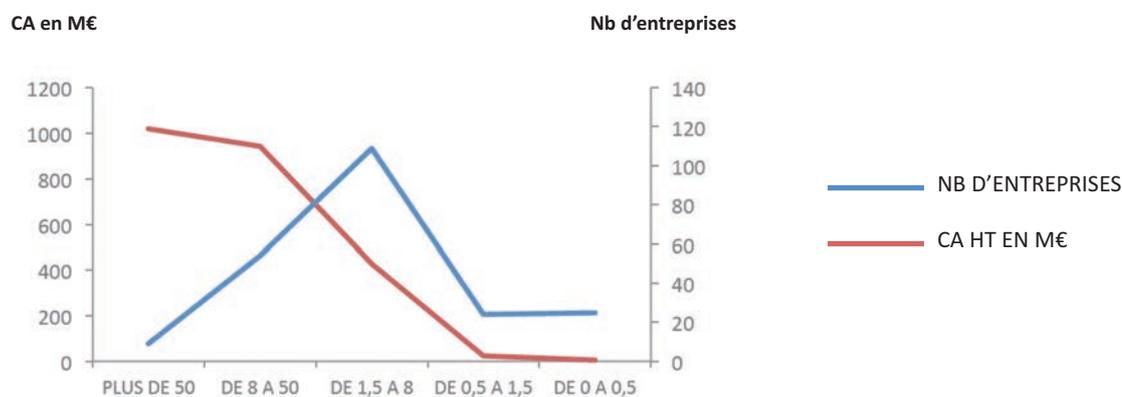


Le cumul des rémunérations et la répartition de la masse salariale ont été calculés sur la base des réponses à l'enquête annuelle 2021, soit sur un total de 10 762 salariés.

Source : Xerfi Spécific / EA 2021

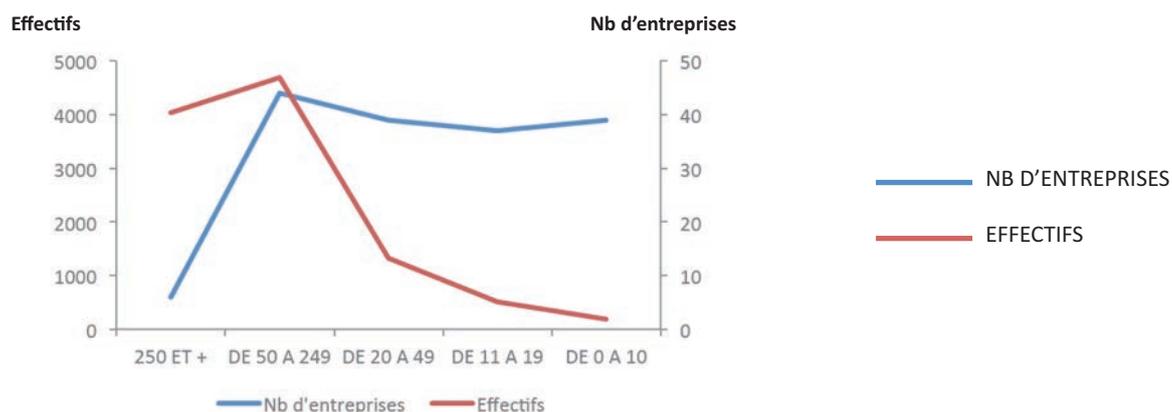
3.3 Structure des entreprises répondantes

EN CHIFFRES D'AFFAIRES HT EN M€



CLASSES DE CA HT EN M€	NB D'ENTREPRISES	CUMUL NB D'ENTREPRISES	% CLASSE	% CUMULÉ	CA HT	CUMUL CA HT	% CLASSE	% CUMULÉ
PLUS DE 50	9	9	4 %	4 %	1 020 M€	1 020 M€	42 %	42 %
DE 8 À 50	54	63	24 %	28 %	942 M€	1 962 M€	39 %	81 %
DE 1,5 À 8	109	172	49 %	77 %	428 M€	2 390 M€	18 %	99 %
DE 0,5 À 1,5	24	196	11 %	88 %	24 M€	2 414 M€	1 %	100 %
DE 0 À 0,5	25	221	12 %	100 %	4 M€	2 418 M€	NS	100 %
TOTAL	221	-	100 %	-	2 418	-	100 %	-

EN NOMBRE DE SALARIÉS



CLASSES D'EFFECTIFS EN SALARIÉS	NB D'ENTREPRISES	CUMUL NB D'ENTREPRISES	% CLASSE	% CUMULÉ	EFFECTIFS	CUMUL EFFECTIFS	% CLASSE	% CUMULÉ
250 ET +	6	6	4 %	4 %	4 041	4 041	37 %	37 %
DE 50 À 249	44	50	26 %	30 %	4 689	8 730	44 %	81 %
DE 20 À 49	39	89	24 %	54 %	1 329	10 059	12 %	93 %
DE 11 À 19	37	126	22 %	76 %	514	10 573	5 %	98 %
DE 0 À 10	39	165	24 %	100 %	189	10 762	2 %	100 %
TOTAL	165	-	100 %	-	10 762	-	100 %	-



ANNEXES

I. CHAMBRES POUR OUVRAGES SOUTERRAINS DE RÉSEAUX SECS EN BÉTON	25
II. ASSAINISSEMENT - REGARDS DE VISITE EN BÉTON	26
III. ASSAINISSEMENT - TUYAUX EN BÉTON (ARMÉ, NON ARMÉ, FIBRÉ, TOUTES CLASSES) ...;	26
IV. ASSAINISSEMENT - TÊTES D'ACQUEDUCS DE SÉCURITÉ EN BÉTON	27

ANNEXE 1

CHAMBRES POUR OUVRAGES SOUTERRAINS DE RÉSEAUX SECS EN BÉTON

Productions annuelles de chambres monoblocs certifiées NF

(Source : registres de contrôle)

Type	Année 2021 Cumul en nb	Variation 2021/2020 (%)	Année 2020 Cumul en nb	Variation 2020/2019 (%)	Année 2019 Cumul en nb	Variation 2019/2018 (%)	Année 2018 Cumul en nb	Variation 2018/2017 (%)	Année 2017 Cumul en nb	Variation 2017/2016 (%)	Année 2016 Cumul en nb	Variation 2016/2015 (%)	Année 2015 Cumul en nb
L0T	17111	-2	17437	-18	21196	7	19799	6	18662	-1	18827	4	18141
L1T	39 945	-13	42558	-15	50224	0	50199	3	48668	-1	49266	20	49900
L2T	34 786	-8	37636	-7	40542	-11	45624	17	39135	10	35450	1	35160
L3T	19 851	-15	23228	5	22089	10	20086	26	15908	1	15679	14	13744
1/2 L4T	180	-38	289	-65	818	-25	1088	67	652	-9	716	9	656
L4T	1250	-28	1726	-16	2062	17	1769	0	1765	-12	2010	-7	2172
L5T	506	-36	786	-47	1496	-8	1625	15	1417	30	1090	-2	1107
L1C	5447	-11	6133	-14	7140	-5	7507	21	6210	-2	6358	19	5327
L2C	11899	25	9542	-20	11981	-9	13108	42	9203	11	8322	5	7960
L3C	4062	5	3853	-14	4486	8	4144	100	2070	7	1931	15	1673
K1C	3100	38	2250	-29	3170	19	2662	-3	2736	-18	3328	34	2475
K2C	2934	-47	5531	11	4998	-14	5834	23	4753	65	2879	-28	3976
K3C	488	16	420	-52	866	13	768	83	420	-7	452	4	434
TOTAL	138559	-8	151389	-12	171068	-2	174213	15	151599	4	146308	9	133725

CHAMBRES POUR OUVRAGES SOUTERRAINS DE RÉSEAUX SECS EN BÉTON

Productions annuelles de chambres à radier à reconstituer certifiées NF

(Source : registres de contrôle)

Type	Année 2021 Cumul en nb	Variation 2021/2020 (%)	Année 2020 Cumul en nb	Variation 2020/2019 (%)	Année 2019 Cumul en nb	Variation 2019/2018 (%)	Année 2018 Cumul en nb	Variation 2018/2017 (%)	Année 2017 Cumul en nb	Variation 2017/2016 (%)	Année 2016 Cumul en nb	Variation 2016/2015 (%)	Année 2015 Cumul en nb
L0TR	2672	53	1751	-51	3538	40	2526	29	1965	-26	2648	13	2346
L1TR	3918	-15	4628	-19	5705	-21	7232	29	5624	-18	6866	8	6342
L2TR	3736	-30	5355	3	5217	13	4614	-18	5604	5	5323	22	4373
L3TR	1251	-17	1516	-18	1853	15	1606	-4	1672	-6	1777	16	1536
1/2 L4TR	18	-40	30	-84	186	49	125	291	32	-54	70	112	33
L4TR	155	-18	188	-14	219	41	155	82	85	-51	173	15	151
L5TR	77	-54	167	9	153	-9	169	-33	253	54	164	-28	228
L1CR	2380	88	1264	-42	2162	4	2085	29	1622	-26	2182	4	2497
L2CR	3304	55	2128	-29	2977	3	2897	39	2083	-19	2571	44	1791
L3CR	627	123	281	-61	724	35	537	48	364	-43	644	99	324
K1CR	295	-22	379	-35	580	116	268	-34	408	6	385	15	334
K2CR	750	-26	1019	28	793	40	566	-17	686	-14	800	28	626
K3CR	82	-36	129	-30	185	33	139	-19	171	45	118	15	103
TOTAL	19265	2	18835	-22	24292	6	22919	11	20569	-13	23721	17	20284

ANNEXE 2

ASSAINISSEMENT - REGARDS DE VISITE EN BÉTON

Productions annuelles certifiées NF

(Source : registres de contrôle)

Éléments en mètre linéaire	Année 2021	Variation 2021/2020	Année 2020	Variation 2020/2019	Année 2019	Variation 2019/2018	Année 2018	Variation 2018/2017	Année 2016	Variation 2017/2016	Année 2016	Variation 2016/2015	Année 2015
	Cumul en ml	(%)	Cumul en ml										
Réhausse sous cadre	16058	-4,2	16769	-7,8	18178	-16,2	21680	12,8	19219	10,7	17366	-1,7	17663
Dalle réductrice (DR)	13358	-17,1	16107	11,8	14403	1,7	14160	5,7	13395	-11,0	15050	6,8	14086
Tête réductrice (TR)	63396	20,1	52806	-27,4	72689	-17,2	87774	30,2	67416	2,4	65821	-7	70974
Élément droit	86016	45,5	59126	-31,6	86456	-17,4	104693	18,3	88506	3,0	85932	-2	87706
Élément de fond	42492	16,3	36528	-21,3	46389	18,8	39060	-19,2	48357	-1,8	49243	0,16	49164
Total fermeture (DR+TR)	76754	11,4	68913	-20,9	87092	-14,6	101934	26,1	80810	-0,1	80871	-5	85060
TOTAL	221320	22,0	181336	-23,8	238115	-10,9	267367	12,9	236892	1,5	233412	-2,5	239593

Éléments en nombre	Année 2021	Variation 2021/2020	Année 2020	Variation 2020/2019	Année 2019	Variation 2019/2018	Année 2018	Variation 2018/2017	Année 2017	Variation 2017/2016	Année 2016	Variation 2016/2015	Année 2015
	Cumul en ml	(%)	Cumul en nb										
Réhausse sous cadre	107096	-2	109068	-11	122978	-14	143034	9	130640	10	118639	-0,4	119132
Dalle réductrice (DR)	64687	-10	71913	2	70762	-2	72467	-3	75041	1	74577	-4	77662
Tête réductrice (TR)	72987	-7	78437	-20	97804	-13	112662	25	89987	2	88181	-5,7	93500
Élément droit	129681	28	101085	-28	140641	-17	168784	22	138582	4	133642	-3,7	138859
Élément de fond	63938	4	61431	-19	75817	10	68872	-17	82815	3	80583	-3,1	83182
Total fermeture (DR+TR)	137674	-8	150350	-11	168566	-9	185129	12	165028	1	162758	-5,0	171162
TOTAL	438389	4	421934	-17	508002	-10	565819	9	517065	4	495622	-3,2	512335

ANNEXE 3

ASSAINISSEMENT - TUYAUX EN BÉTON (ARMÉ, NON ARMÉ, FIBRÉ, TOUTES CLASSES)

Productions annuelles certifiées NF

(Source : registres de contrôle)

DN	Année 2021	Variation 2021/2020	Année 2020	Variation 2020/2019	Année 2019	Variation 2019/2018	Année 2018	Variation 2018/2017	Année 2017	Variation 2017/2016	Année 2016	Variation 2016/2015	Année 2015
	Cumul en ml	(%)	Cumul en ml										
300	271329	21,4	223523	-23,1	290496	5,4	275494	-1,3	279107	-8,5	305122	3	295941
400	258946	24,9	207386	-26,9	283731	-2,6	291352	1,5	287186	5,3	272821	-6,5	291910
500	159273	18,1	134883	-17,4	163296	-5,9	173546	5,4	164715	2,5	160692	-3,3	166283
600	127095	6,0	119854	-21,5	152676	-3,0	157351	19,7	131490	-9,5	145346	4,8	138666
800	76604	-4,3	80028	-26,1	102063	-10,7	114250	16,4	98128	0,2	97963	-10	108901
1000	43381	-15,9	51554	2,8	50163	-28,3	69923	28,9	54234	-23,9	71282	25	56803
1200	26475	28,4	20620	-27,8	28552	-7,5	30875	20,8	25551	-7,4	27598	-4,3	28851
1400	1325	-46,0	2452	-18,8	3019	-22,7	3907	3,6	3773	13,3	3330	-4,3	3472
1500	2958	47,2	2009	59,2	1262	-47,7	2414	72,2	1402	-55,9	3176	-31	4603
1600	1710	163,1	650	-70,8	2229	-29,0	3138	127,9	1377	-39,3	2268	1	2242
TOTAL	969096	15,0	842959	-21,8	1077487	-4,0	1122250	7,2	1046963	-3,9	1089598	-0,75	1097672

ANNEXE 4

ASSAINISSEMENT - TÊTES D'ACQUEDUCS DE SÉCURITÉ EN BÉTON

Productions annuelles certifiées NF

(Source : registres de contrôle)

CORPS	Année 2021	Variation 2021/2020	Année 2020	Variation 2020/2019	Année 2019	Variation 2019/2018	Année 2018	Variation 2018/2017	Année 2017	Variation 2017/2016	Année 2016	Variation 2016/2015	Année 2015
DN	Cumul en nb	(%)	Cumul en nb										
300	14613	5,0	13912	0,5	13843	11,2	12447	-30,6	17933	-7,7	19420	-4,5	20347
400	10729	5,3	10188	-5,5	10777	46,2	7370	-37,1	11709	-13,4	13527	-6,5	14495
500	2146	31,3	1632	-0,4	1638	24,8	1312	-42,3	2268	-18,2	2771	10	2505
600	799	-20,0	999	-11,7	1132	31,9	858	-25,8	1156	-3,5	1198	13,8	1052
800	183	14,4	160	185,7	56	-12,5	64	-59,0	156	-8,2	170	73	98
TOTAL	28467	5,9	26891	-2,0	27446	24,5	22051	-33,6	33222	-10,4	37086	-3,6	38497

BARREAUX OU GRILLES	Année 2021	Variation 2021/2020	Année 2020	Variation 2020/2019	Année 2019	Variation 2019/2018	Année 2018	Variation 2018/2017	Année 2017	Variation 2017/2016	Année 2016	Variation 2016/2015	Année 2015
DN	Cumul en nb	(%)	Cumul en nb										
300	29661	-24,1	39092	45,2	26924	-9,2	29658	-24,3	39192	-2,8	40336	-16,0	47990
400	32749	134,5	13967	-46,7	26221	44,3	18172	-33,5	27322	-7,2	29428	3,8	28344
500	8321	77,0	4702	3,5	4544	34,4	3381	-44,9	6140	4,6	5869	-14,4	6857
600	5583	35,3	4127	4,3	3956	16,4	3398	-7,2	3662	-8,1	3984	-7,7	4318
800	790	87,2	422	-56,9	980	19,1	823	-41,7	1412	18,8	1189	-25,0	1591
TOTAL	77104	23,7	62310	-0,5	62625	13,0	55432	-28,7	77728	-3,8	80806	-9,3	89100

LES SMART SYSTÈMES EN BÉTON

c'est le programme de valorisation de l'industrie des produits préfabriqués en béton et de l'intelligence embarquée dans chacun de ses systèmes. Cette intelligence est le fruit d'une expérience passionnée, engagée et collective, qui s'enrichit de chaque nouvel enjeu émergeant pour les professionnels de la construction.

LES SMART SYSTÈMES EN BÉTON

c'est une industrie humaine et responsable, un matériau intelligent au cœur de la vie et au service de tous, des systèmes intelligents pour vous, qui construisez le futur de nos territoires et cadres de vie.



15/17 boulevard du Général de Gaulle - CS 80031 - 92542 Montrouge Cedex

01 49 65 09 09  www.fib.org